

# POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES TRANS ET INTERSEXES, TOUSTES DANS LA RUE LE 12 OCTOBRE À L'APPEL DE L'EXISTRANSINTER!

*Dans une situation politique marquée par les poussées réactionnaires, l'Union syndicale Solidaires appelle à la mobilisation pour défendre les droits des personnes trans et intersexes face à la montée des politiques transphobes et à la transphobie institutionnalisée.*

Le gouvernement Barnier, tout juste nommé, représente une menace directe pour les droits des personnes LGBTQI+. Soutenu par le Rassemblement National et de nombreuses personnalités proches de la « Manif pour tous », ce gouvernement attaque les droits fondamentaux, notamment à travers la proposition de loi visant à interdire les transitions pour les mineur-es. Derrière ces mesures, c'est tout le droit à disposer de son corps (IVG, PMA, contraception, etc.) qui est en danger. Alors qu'Attal nous assure que ces droits sont « sanctuarisés » nous déplorons la répression induite par l'extrême-droite de rassemblements contre la transphobie ainsi que la vandalisation d'expositions sur des thèmes LGBTQI+.

Les violences transphobes continuent d'avoir un impact sur nos lieux de travail et d'études : insultes, harcèlement, outing forcé, et difficulté à faire reconnaître leur identité sur les documents officiels. Les barrières administratives, la psychiatrisation constante, les difficultés d'accès à un logement, à un emploi constituent un continuum de violences envers les personnes trans, a fortiori pour les migrant-es.

Les agressions, violences, meurtres et assassinats transphobes et intersexophobes sont en hausse, comme les suicides : **et c'est bien la transphobie et l'intersexophobie qui poussent des personnes à attenter à leurs jours.**

Nous dénonçons toujours l'arrêté de bonnes pratiques du 15 novembre 2022 qui fixe

les règles de prise en charge médicale des enfants

présentant des « variations du développement génital ». Cet arrêté consacre le droit des médecins à définir les traitements des enfants intersexes et il n'apporte aucune protection du consentement éclairé des enfants et adolescents intersexes. **Solidaires le rappelle : l'intersexuation n'est pas une maladie!**

La montée des idées d'extrême droite dans la société, les politiques racistes et répressives du gouvernement Attal, les expressions de celui de Barnier, nous inquiètent au plus haut point.



Union  
syndicale  
**Solidaires**





Les personnes trans migrantes, qui souffrent déjà de discriminations à l'embauche et au travail extrêmement importantes, sont parmi les catégories les plus exposées aux expulsions. Elles souffrent aussi de discrimination aux aides, d'accès à la médecine, au logement, de discriminations judiciaires et les propos de Retailleau sur l'immigration nous font craindre le pire notamment avec son projet suppression de Aide Médicale d'État (AME) ou d'expulsions massives, même à destination de pays où les vies LGBTIQ+ sont menacées.

L'Union syndicale Solidaires appelle à se joindre l'ExisTransInter et revendique :

- La mise en place de dispositifs dédiés dans les lieux de formation et de travail afin de sensibiliser aux discriminations subies par les personnes trans et intersexes.
- La possibilité de changement d'état civil libre et gratuit par simple déclaration devant un officier d'état civil en mairie, sans intervention des pouvoirs médicaux et judiciaires.
- Une politique de prévention et de suivi, et des prérogatives et moyens pour le faire dans les instances du personnel (du public comme du privé).
- Le respect du prénom et des pronoms d'usage partout, dans les entreprises comme dans les administrations.
- La dépsychiatisation, pour en finir avec le pouvoir des psychiatres sur les parcours trans et la légitimation des mutilations des personnes intersexes
- Le remboursement à 100 % des frais médicaux de transition sans condition, y compris à l'étranger lorsqu'elles ne peuvent pas être réalisées en France.
- Un droit d'asile automatique pour les personnes trans et plus largement pour toutes les personnes LGBTIQ+.
- L'accès libre pour les personnes trans et intersexes, aux options de conservation et de restitution des gamètes en vue de la préservation de leur fertilité, ainsi que l'accès libre à la PMA avec le droit à l'anonymat du don de gamètes.
- La fin de mutilations et des traitements hormonaux des personnes intersexes.
- Le renforcement et le renouvellement des campagnes publiques de prévention contre le VIH/Sida, hépatites et Infections Sexuellement Transmissibles.
- Des structures d'accueil publiques pour les victimes de LGBTIQ+phobies.
- Des aides publiques aux associations de lutte contre les LGBTIQ+phobies et de lutte contre le VIH/Sida.



**Solidaires rejoint le mot d'ordre de la 27<sup>e</sup> ExistransInter :**  
**Face aux réactionnaires, riposte**  
**unitaire trans et intersexes !**